

# L'Italie va sans boussole vers des élections

Le président Mattarella a nommé l'économiste Carlo Cottarelli à la tête d'un gouvernement de transition

ROME - correspondant

Carlo Cottarelli est arrivé au Quirinal en avance, en taxi, et a traversé la place d'un pas rapide, sac au dos, tirant derrière lui une valise à roulettes. Ainsi est entré en scène, lundi 28 mai, l'universitaire milanais appelé à la rescousse par le président, Sergio Mattarella, après le coup de tonnerre qu'a été, dimanche, l'annonce par Giuseppe Conte qu'il renonçait à former le prochain gouvernement, faute d'accord entre le chef de l'Etat et les deux forces politiques constituant la majorité, la Ligue et le Mouvement 5 étoiles (M5S).

Après avoir accepté la lourde charge qui lui a été confiée, lors d'une brève rencontre avec le président de la République, il s'est présenté devant les journalistes pour une courte déclaration dans laquelle il a fixé le cadre de l'action de l'équipe qu'il s'est engagé à choisir au plus vite : « *Le gouvernement sera neutre, assurera une gestion prudente des comptes publics et retiendra comme essentielle la participation de l'Italie à l'euro.* »

Un programme minimal, à durée déterminée et sans horizon autre que de nouvelles élections, qui se tiendront début 2019, si le Parlement parvient à voter un budget, ou à l'automne, en cas d'échec... Rarement gouvernement aura été formé avec des objectifs politiques aussi faibles, et aussi peu de chances de les atteindre.

Même aux pires moments de l'histoire tourmentée de la démocratie italienne, la personne du président de la République est toujours restée au-dessus de la mêlée. Les critiques contre lui étaient rares, et limitées aux extrêmes. Mais, depuis dimanche,

les attaques proviennent des deux principales forces politiques du pays. La première d'entre elles, le Mouvement 5 étoiles, réclame même l'ouverture d'une procédure de destitution (qui n'a aucune chance d'aboutir), tandis que sur les réseaux sociaux ont commencé à apparaître d'inquietants appels au meurtre.

Tout ça pour un désaccord sur la personne du ministre de l'économie, un homme de 81 ans sur lequel Sergio Mattarella a émis des réserves dont les partenaires de la coalition ont refusé de tenir compte ? Formulée ainsi, l'explication semble un peu courte. C'est que l'affaire Paolo Savona est en réalité symbolique du nœud du problème, que chacun avait soigneusement cherché à éluder jusqu'à présent.

## Préalable caché

Sergio Mattarella l'a exposé au grand jour dimanche soir, dans un discours empreint de gravité : l'application du programme conclu par la Ligue et le Mouvement 5 étoiles contient un préalable caché, la sortie de l'euro, qui n'a jamais été présenté aux électeurs et que le président, gardien des institutions, ne peut pas accepter sans mandat politique clair.

M. Mattarella affirme qu'il a suggéré plusieurs autres profils, dont celui du bras droit de Matteo Salvini (Ligue), Giancarlo Giorgetti, plus « acceptable » que Paolo Savona aux yeux des partenaires de l'Italie. Mais, de leur côté, la Ligue comme le Mouvement 5 étoiles ont fait du nom du futur ministre de l'économie une affaire de principe, criant au coup de force institutionnel d'un président s'arrogeant des pouvoirs dont il ne dispose pas.

Venant d'une formation dont le dirigeant, Matteo Salvini, a toujours affirmé qu'il plaçait « *les programmes et les idées avant les*

*hommes* », la crispation sur ce point a quelque chose d'irrationnel. Sauf si elle dissimule d'autres motivations : la Ligue cherchait-elle un prétexte pour provoquer de nouvelles élections, tout en accusant de la rupture ses boucs émissaires habituels, Bruxelles et l'Allemagne ?

Diverses sources proches du chef du Mouvement 5 étoiles ont confié que Luigi Di Maio lui-même en était persuadé. Et, de fait, c'est bien la Ligue qui semble avoir tiré, une fois de plus, l'essentiel des bénéfices de cette situation de blocage, alors que se profile un vote anticipé qui risque de consacrer sa montée en puissance, installant cette formation souverainiste et xénophobe comme la deuxième force politique du pays.

Tandis que le Quirinal essaie de mettre en place un gouvernement « neutre » qui aura la charge d'expédier les affaires courantes, c'est bien une nouvelle campagne électorale qui se profile. La logique commanderait que la Ligue et

**La Ligue semble avoir tiré, une fois de plus, l'essentiel des bénéfices de cette situation de blocage**

le M5S, qui ont signé ensemble un « contrat de gouvernement pour le changement », se présentent avec ce texte pour programme commun, face à l'alliance de toutes les forces politiques pro-européennes, ce qui ferait des prochaines élections un référendum sur l'Europe, au résultat indiscutable.

Tout semble indiquer, pourtant,

que les calculs d'appareil l'emporteront une fois de plus sur la

clarté démocratique. Ainsi a-t-on vu, dès dimanche soir, le même le dirigeant de la Ligue, Matteo Salvini, qui, quelques jours plus tôt, jurait encore que l'alliance dite « de centre droit » qu'il formait avec Forza Italia (les partisans de Silvio Berlusconi) et les postfascistes de Fratelli d'Italia était morte et enterrée, protester de sa fidélité à ce schéma qui lui assure un poids politique supérieur.

## Attelage incohérent

Pire, Silvio Berlusconi semble lui aussi voir un intérêt à ce que soit reformé cet attelage incohérent, et paraît disposé à nouer une nouvelle coalition avec une formation dont les objectifs politiques divergent de plus en plus des siens, au nom de l'unité du peuple de droite. Imaginerait-on, ailleurs qu'en Italie, la formation du président du Parlement européen, An-

tonio Tajani, concourir au côté de Matteo Salvini, qui ne cesse de dénoncer Bruxelles et Berlin comme les principaux problèmes de l'Italie, avec les encouragements de Marine Le Pen ? C'est pourtant bien cela qui se profile, à droite de l'échiquier politique.

La gauche, comme un seul homme, a soutenu Sergio Mattarella, appelant à une manifestation pour défendre les institutions attaquées, vendredi 1<sup>er</sup> juin. Le Mouvement 5 étoiles, de son côté, a appelé à une journée de protestation le lendemain. Son chef politique, Luigi Di Maio, a même suggéré aux Italiens de témoigner leur opposition à l'« *acte ignoble* » de Sergio Mattarella en accrochant un drapeau tricolore à leurs fenêtres. Il devrait pouvoir dire qu'il a été entendu : le 2 juin, en Italie, est jour de fête nationale. ■

JÉRÔME GAUTHERET

## « Monsieur Ciseaux », bête noire des populistes

**BIEN SÛR, CARLO COTTARELLI** n'est pas élu, et au long de sa riche carrière, ce technicien de l'économie est toujours resté à l'écart des fonctions politiques. Mais, à la différence de Giuseppe Conte, le candidat malheureux mis en avant par le Mouvement 5 étoiles (M5S) et la Ligue, les Italiens le connaissaient-ils déjà un petit peu, lorsque le président, Sergio Mattarella, dimanche 27 mai au soir, a annoncé lui avoir confié la charge de tenter de former un gouvernement, dans les pires conditions qui soient.

Né en 1954 à Crémone (Lombardie), économiste de formation, Carlo Cottarelli incarne, presque physiquement, tout ce que rejettent en bloc la Ligue et le M5S. Il a fait ses classes à la Banque d'Italie – un des lieux stratégiques dans la fabrique des élites italiennes –, avant d'entrer au Fonds monétaire international (FMI) en 1988, et d'y faire la plus importante partie de sa carrière.

En 2013, sa nomination par le premier ministre, Enrico Letta, au poste de commissaire à la révision de la dépense

publique lui avait valu une certaine notoriété, ainsi qu'un surnom : « M. Ciseaux ». Retourné au FMI, en 2014, comme directeur exécutif pour l'Europe du Sud, il occupait, depuis l'automne 2017, les fonctions de directeur de l'Observatoire des comptes publics de l'Université catholique de Milan. Depuis ce poste d'observation privilégié, il n'avait cessé, durant la campagne législative, de brocarder les promesses électorales de la coalition de centre droit et du Mouvement 5 étoiles, fondées, selon lui, sur des prévisions de croissance et d'inflation irréalistes.

### Expédier les affaires courantes

Il y a quelques jours, il avait également proposé un chiffrage des diverses mesures envisagées par l'alliance entre Luigi Di Maio (M5S) et Matteo Salvini (Ligue), dont il avait estimé le coût global entre 108 et 127 milliards d'euros, couverts par... 500 millions d'euros de recettes nouvelles. Autant dire que, si sa compétence et sa connaissance des dossiers ne font pas de doute, Carlo Cottarelli aura le plus grand

mal à s'attirer les bonnes grâces de ces deux formations, qui, à elles deux, disposent d'une majorité à la Chambre des députés comme au Sénat.

Ayant promis de présenter une équipe de gouvernement resserrée « *au plus vite* », Carlo Cottarelli s'est vu fixer l'objectif de faire voter le prochain budget, ce qui supposerait qu'il parvienne à obtenir un vote de confiance au Parlement. Dans le cas inverse – nettement plus probable –, il se contenterait d'expédier les affaires courantes jusqu'à des élections législatives qui se tiendraient au début de l'automne.

Très pessimistes depuis plusieurs jours, les marchés n'ont manifesté aucun soulagement à l'annonce d'une nomination qui était pourtant faite pour leur plaire. Lundi, la Bourse de Milan perdait encore près de 2,5 %, tandis que le « spread » – l'écart entre les taux à dix ans allemands et italiens, considéré comme un baromètre du risque – atteignait, le soir, les 230 points de base, soit son niveau le plus haut depuis 2013. ■

J. G.